

Appel à communications

Colloque du réseau Cartotête, Université de Nîmes, 22-23 mai 2025

Les représentations spatiales des risques ou des catastrophes : Leurs constructions sociales et leurs enjeux sociaux

Face à un risque ou à une catastrophe, la caractérisation spatiale et surtout la localisation sont les premières réponses recherchées. Par exemple, le « contrat d'objectifs et de performance 2022-2026 » de Météo-France a pour objectif d'améliorer la précision des informations géographiques sur les phénomènes météorologiques, dans le but premier de contribuer à la sécurité des personnes (en accroissant notamment la précision de la localisation des phénomènes afin de prévenir de manière fiable les populations au moins 6 h avant l'évènement). Autre exemple lié aux préoccupations climatiques actuelles, les chercheurs-e-s renouvellent périodiquement l'évolution et les prévisions du trait de côte pour gérer l'activité humaine et l'aménagement géographique du littoral. On ne compte plus les travaux scientifiques qui cartographient un risque environnemental, sanitaire, d'accident industriel ou du quotidien, ou encore les violences perpétrées dans l'espace public. Les politiques publiques de gestion des risques consultent régulièrement les expert-e-s qui produisent ce type d'information.

Selon une perspective qui place cette fois au premier plan les pratiques humaines plutôt que les phénomènes environnementaux, souvent pour faire face à celles qui entravent les plans d'action ou d'évacuation d'urgence, les sciences humaines et sociales ont cherché à renseigner quelles pouvaient être les représentations du risque auprès de la population qui fréquente les lieux (Tremblay et al., 1993 ; Bonnet, 2004), que ce soit en termes de significations et de valeurs ou en termes de représentations spatiales. Les attributs géographiques de ces représentations sont alors souvent comparés aux zones à risque définies par les experts depuis l'objet du risque (Gruzelle et Lebaut, 2022 ; Verlynde 2020) afin de servir l'approche gestionnaire. Dès lors, dans un premier temps, risques et catastrophes sont étudiés à partir de représentations spatiales qui sont très souvent recueillies de manière désagrégée, à partir d'un échantillon d'individus, pour, dans un second temps, les agréger sur un support cartographique afin de faire émerger le consensus géographique existant (Martinais, 1996 ; Yembi-Yembi et al., 2022). Cette perspective a cependant deux écueils importants.

- D'une part, les configurations spatiales étudiées sont souvent réduites aux limites de la zone à risque telles qu'elles sont perçues, ceci afin d'en montrer la variabilité. Ainsi, les autres objets qui font d'un lieu une catégorie spatiale sont souvent moins connus, comme la localisation des infrastructures à risque par rapport à d'autres infrastructures, à d'autres types d'espaces (espaces vert, zones d'activités, ...), aux populations dites vulnérables, etc.
- D'autre part, l'analyse par accumulation des réponses sur un référentiel géographique unique repose implicitement sur l'unicité et l'universalité des processus de perception géographique, les « différences individuelles » étant systématiquement rapportées à l'expérience personnelle des lieux (lieux de résidence, pratiques sur place, etc.) et aux limites perçues, comme si ces limites n'engageaient aucun rapport social. Pourtant, nombre de travaux ont montré que les limites d'une catégorie spatiale sont des constructions sociales. Dès lors, le risque s'inscrit aussi dans une problématisation géographique renvoyant à un enjeu de société (encore appelé enjeu sociétal) centré sur la diffusion de connaissances experte et la gestion de l'aléa.

Ce colloque souhaiterait élargir cette problématisation, de sorte à explorer ce qui l'est moins, à savoir la construction sociale, et plus encore les enjeux sociaux qui s'instaurent entre les individus ou les groupes quand il s'agit d'évoquer les dimensions géographiques d'un risque ou d'une catastrophe.

Ce sixième appel à communications du réseau Cartotête (<https://cartotete.hypotheses.org/>) conserve cet objectif de fédérer les travaux qui analysent les dimensions sociales des représentations spatiales, en l'abordant cette fois depuis le thème des risques et des catastrophes. Nous souhaitons intégrer les représentations socio-spatiales des catastrophes pour mettre en avant les recherches menées autour d'évènements qui touchent aux enjeux de vulnérabilité souvent délaissés du fait qu'ils appartiennent au passé, et s'écartent par conséquent des questions de gestion de la sécurité des populations pour se recentrer sur celles de justice, d'assurance, de coût économique, etc. De plus, c'est aussi l'occasion de saisir dans quelles mesures les représentations des risques et des catastrophes sont en relation et se nourrissent mutuellement.

Dans cet appel à communication, nous ne souhaitons pas limiter la notion de risque à sa définition scientifique, conjuguant la vulnérabilité des populations concernées avec l'aléa de l'évènement, et celle de catastrophe à la réalisation de cet évènement comme fait en lien direct avec un risque antérieur. Le colloque concerne toute catastrophe ou tout risque dès lors qu'il est nommé comme tel par la population étudiée. En revanche, quand la définition s'écarte de l'acception habituelle, elle devra être explicitée. Pour la notion de menace, du fait qu'elle est nécessairement orientée vers une cible, ce qui la distingue du risque, c'est bien moins les conceptualisations scientifiques qu'à nouveau son usage auprès de la population étudiée, et surtout sa traduction socio-spatiale, qui pourraient s'inscrire dans ce colloque.

Les approches proposées sur les dimensions sociales des représentations spatiales d'un risque ou d'une catastrophe peuvent relever :

- 1- De **recherches centrées sur les « experts »** qui produisent de l'information sur les attributs géographiques des risques ou des catastrophes. La notion d'expert ne se limite pas aux scientifiques et ingénieurs spécialistes du domaine. Elle concerne tout producteur de représentation spatiale dans un cadre professionnel, militant ou associatif : journalistes, associations, chargé-e-s d'études dans les collectivités territoriales, bureaux d'études, compagnies d'assurances, etc. Quelles sont les différences entre les producteurs de telles informations spatiales ? Qu'est-ce qui relève de différences en termes de socialisation à l'objet (formation scolaire, professionnelle, etc.), en termes de rapports sociaux entre les parties prenantes qui participent à la définition du risque ou de la catastrophe ? Ces deux aspects ne sont toutefois pas nécessairement indépendants. Dès lors, sans entrer nécessairement dans une comparaison entre groupes *a priori* sociaux pour saisir les dimensions sociales des représentations spatiales, l'analyse peut porter sur l'articulation entre socialisation et rapport sociaux. C'est par exemple ce que de Montlibert (1995) montrait quand il constatait que la variabilité des représentations spatiales de Strasbourg auprès d'étudiant-e-s en architecture dépendait du courant architectural dans lequel ils ou elles s'engageaient, un engagement également dépendant de la position sociale de leurs parents.
- 2- De **recherches sur les populations** dont la vie quotidienne est en lien d'une manière ou d'une autre avec la catastrophe ou le risque étudié localement. Ici aussi, socialisation et rapports sociaux peuvent être analysés séparément ou de manière croisée. On s'attend toutefois dans ce type d'analyses à une prise en compte plus fine des ressources sociales des personnes interrogées (capital économique, culturel ou social), ou à des analyses sur les trajectoires socio-spatiales (par exemple, les différentes trajectoires résidentielles de ménages habitant

dans une zone inondable, leurs ressources et leur représentation du risque d'inondation). Une approche attitudinale ou dispositionnelle peut judicieusement compléter l'articulation entre ressources sociales et représentations spatiales d'un risque ou d'une catastrophe, que les analyses soient qualitatives ou quantitatives.

- 3- Enfin, l'approche peut concerner **la comparaison entre ces deux types de population** dès lors qu'elle repose sur une **analyse des logiques sociales de la cartographie cognitive** d'un risque ou d'une catastrophe, **la différence entre le statut ou le rôle d'expert et de non-expert n'étant pas suffisant**. Rufat (2015) propose par exemple de comprendre les différences sociales quant aux écarts entre risque mesuré par les experts et risque perçu par les habitant-e-s comme un effet des ségrégations résidentielles. Il interroge alors les limites de l'échantillonnage spatial des enquêtes sur le risque, car l'explication de ces écarts résiderait surtout dans les variables spatiales qui conditionnent la fréquence estimée des faits. On peut toutefois se demander comment pratiques et représentations socio-spatiales habitantes et savantes s'associent à des positions et des productions socio-spatiales différentes (Lefebvre, 1974). Une réponse possible peut prendre la forme d'une analyse de la réception de productions spatiales ou de dispositifs mis en place par les institutions pour répondre aux risques. Bien que les résistances habitantes aux changements soient souvent abordées avec le concept de NIMBY, plusieurs travaux ont montré la richesse d'une analyse plus fine basée sur les rapports sociaux, que ce soit avec le concept de « résistance éclairée » (Sébastien, 2022 ; Sébastien, Milanese & Pelenc, 2019) pour aborder les dimensions socio-spatiales de l'attachement au lieu, mais aussi en étudiant le rapport entre initiatives citoyennes et institutions (Joly & Lebrou, 2021). Comment de telles approches peuvent-elles servir la compréhension des représentations spatiales des risques ou des catastrophes et les prises de position géographique qui les accompagnent ?

D'un point de vue thématique, aucun type de risque ou de catastrophe n'est visé en particulier. Il peut s'agir de risques industriels, naturels, routiers, d'agression, de la vie domestique, de la vie professionnelle, etc. Seule la problématisation doit pouvoir articuler logiques sociales et cognitives, de sorte à alimenter le débat sur la construction des représentations spatiales en s'appuyant sur la perspective théorique initialement énoncée par Durkheim et Mauss (1903) selon laquelle les structures sociales sont en correspondance avec les structures mentales. À titre d'exemple :

- Les différences de rapport à un risque ou à une catastrophe dans une population donnée, que ce soit en termes d'attitudes, de valeurs, de significations, etc., s'accompagnent-elles systématiquement de différences en termes de représentations spatiales ? Et si oui, lesquelles ?
- Quand les représentations spatiales d'un risque ou d'une catastrophe divergent d'un expert à l'autre, quelle est la configuration de leurs relations (concurrences, formations, positions professionnelles, etc.) qui peuvent expliquer ces différences ?
- Du point de vue des représentations sociales, outre le contenu (Jodelet, 1982), comment celui-ci et sa configuration spatiale se partagent-ils au sein d'un groupe ? S'ancrent-ils au sein d'autres représentations sociales (représentations sociales de l'eau, du nucléaire, du changement climatique, etc.) ?
- Existe-t-il des zones muettes des représentations spatiales (Haas, 2004) des risques, et que nous apprennent-elles sur la logique sociale de ces représentations ?
- La cartographie participative, comme par exemple Harcelmap (<https://ovifem.alefpa.fr/harcelmap-harcelement-de-rue/>), repose-t-elle sur des participant-e-s ayant des profils sociologiques spécifiques ? Comment se construisent ces cartes ? Les objectifs sont-ils les mêmes pour tou-te-s les participant-e-s ?

- Quelles sont les représentations spatiales sous-jacentes aux conflits entre des élus locaux qui soutiennent une orientation politique d'aménagement pour lutter contre le changement climatique et les promoteurs immobiliers qui défendent leurs projets de construction ?
- Comment les représentations sociales d'une catastrophe industrielle (AZD, Lubrizol, ...) ou environnementale (tempête, inondations, glissement de terrain, érosion, ...) influencent-elles les représentations spatiales d'un risque industriel ou naturel ?

Plus largement, on peut également se demander, au sein même de l'activité scientifique, quelles sont les approches utilisées pour expliquer les dimensions sociales des différences entre les représentations spatiales d'un risque ? Et d'un point de vue méthodologique, quels sont les indicateurs sociaux, socio-cognitifs ou socio-spatiaux déjà utilisés dans la recherche pour expliquer les différences dans ce type de représentations spatiales ? Quels sont leurs atouts et leurs limites ?

Ce colloque est organisé par le laboratoire CHROME (EA 7352, Université de Nîmes) et se déroulera les 22 et 23 mai 2025 à l'université de Nîmes. Les propositions de communication devront être rédigées en français ou en anglais et devront comprendre la problématique abordée, la méthode utilisée et les principaux résultats qui seront communiqués. Ce résumé (au plus 5000 signes espaces inclus et hors bibliographie, document « Word », police « times new roman, taille 12, interligne 1.15) inclura : le titre, le nom du ou des auteur-e-s, l'adresse courriel, et l'approche parmi les trois proposées dans l'appel.

Les documents pdf sont exclus de sorte à faciliter l'anonymisation de l'évaluation auprès du comité scientifique. Les communications doivent être envoyées à Karine Weiss (karine.weiss@unimes.fr) et Thierry Ramadier (thierry.ramadier@misha.fr)

Calendrier

2 octobre 2024 : diffusion de l'appel à communication

31 janvier 2025 : date limite de réception des communications

3 mars 2024 : réponse du comité scientifique

5 mai 2025 : date limite de de réception des textes de communication (50 000 signes espaces compris et bibliographie incluse)

22 et 23 mai 2025 : colloque de Cartotête à l'Université de Nîmes

Comité scientifique

Jianyu Chen, The James Hutton Institute, Aberdeen, Angleterre,
 Kevin Clementi, Université de Haute Alsace, Laboratoire SAGE, Strasbourg,
 Pierre Dias, Université Gustave Eiffel, Laboratoire MODIS, Lyon,
 Elisabeth Guillou, Université de Bretagne Occidentale, laboratoire LP3C, Brest,
 Valérie Haas, Université Lumière Lyon 2, laboratoire GRePS, Lyon,
 Carine Heitz, ENGEES, Laboratoire SAGE, Strasbourg,
 Lou Isoletta, Métropole de Bordeaux / Laboratoire SAGE, Strasbourg,
 Oscar Navarro, Université de Nîmes, Laboratoire CHROME, Nîmes,
 Enric Pol, Université de Barcelone, Laboratoire Psicosa, Barcelone, Espagne,
 Thierry Ramadier, CNRS, Laboratoire SAGE, Strasbourg,
 Karine Weiss, Université de Nîmes, Laboratoire CHROME, Nîmes,

Références

- Gruzelle, A., Lebaut, S. (2022). Démarche d'analyse et de diagnostic du risque de glissement de terrain : de l'identification à une mesure proactive, *Physio-Géo* [en ligne], Volume 17, <https://doi.org/10.4000/physio-geo.14697>
- Haas, V. (2004). Les cartes cognitives : un outil pour étudier la ville sous ses dimensions socio-historiques et affectives, *Bulletin de Psychologie*, 474, 621–633.
- Jodelet, D. (1982). Les représentations socio-spatiales de la ville. In P.-H. Derycke (Ed.), *Conceptions de l'espace* (pp. 145–177). Université de Paris X-Nanterre.
- Joly, R., Lebrou, V. (2021). Des jardins pour maintenir l'ordre ? Enquête ethnographique dans un quartier populaire strasbourgeois, *Carnets de Géographes* [en ligne], 15, <https://journals.openedition.org/cdg/7610>
- Lefebvre, H. (1974). *La production de l'espace*, Paris, Anthropos
- Martinais, E. (1996). Gestion du risque industriel et conflits territoriaux, le cas de Saint-Fons, *Géocarrefour*, 71 (1), 31-44.
- Montlibert, C. De (1995). *L'impossible autonomie de l'architecte*, Strasbourg, PUS, 1995.
- Rufat, S. (2015). Towards a Social and Spatial Risk Perception Framework, *Cybergeo: European Journal of Geography* [en ligne] : <http://journals.openedition.org/cybergeo/27010>.
- Sébastien, L. (2022). La force de l'attachement dans l'engagement : évolution et politisation des attachements aux lieux dans les conflits d'aménagement, *Géographie, Économie, Société*, 24 (1), 69-102.
- Sébastien, L., Milanesi, J., Pelenc, J. (2019). Résister aux projets d'aménagement, politiser les territoires. Le concept de résistance éclairée appliqué à trois conflits d'aménagement (France, Belgique), *Vertigo* [en ligne], 19 (1) : <https://journals.openedition.org/vertigo/24269>
- Tremblay, P., Cordeau, G., Kaczorowski, J. (1993). La peur du crime et ses paradoxes : cartes mentales, écologie criminelle et sentiment d'insécurité, *Canadian journal of criminology*, 35 (1), 1-18.
- Verlynde, N. (2020). Adaptation des territoires de côtes basses au risque grandissant d'inondation : enquête de perception du risque dans la communauté urbaine de Dunkerque, *La Houille Blanche*, 3, 38–44. <https://doi.org/10.1051/lhb/2020025>
- Yembi-Yembi, L., Costa, S., Bonnet, E. (2022). Perceptions et représentations socio-spatiales des risques dans les communes multirisques : le cas de la place du risque d'inondation par la mer chez les habitants de Port-Gentil au Gabon », *Cybergeo: European Journal of Geography* [En ligne] : <http://journals.openedition.org/cybergeo/38919>.